

Comment le voile s'est invité dans la campagne

Depuis plus d'un mois, dans le nord de Bruxelles, les candidats sont interpellés sur les discriminations.

Le tract distribué par les écologistes Zoé Genot et Ahmed Mouhssin a créé la polémique. Il a aussi souligné la difficulté qu'ont certains partis de se positionner sur les questions comme le port du voile ou l'abattage rituel. Et pourtant, ces thématiques communautaires sont très présentes sur le terrain électoral à Laeken, Saint-Josse, Molenbeek, Schaerbeek, Anderlecht... Les candidats qui y mènent campagne le confirment. La question du foulard est « depuis un mois, un mois et demi, un sujet qui revient systématiquement. » Un socialiste explique : « Dans les quartiers, les gens veulent un emploi, un logement de qualité, une bonne école pour leurs enfants, c'est toujours ça qui revient en premier dans les conversations ». Un humaniste ajoute « après, très vite, on arrive à la discrimination ». Car bien plus que la question du voile, c'est bien cela qui est au cœur du débat. Pour la candidate Ecolo Farida Tahar, « en fait, ce qui s'exprime,

c'est la volonté de jouer un rôle actif dans la société ». Corinne Torrekens (ULB) confirme : « Les personnes issues de la diversité se sentent belges, pas citoyens de seconde zone. Le nombre de diplômés augmente, il y a une affirmation plus forte de la citoyenneté, de l'identité ». D'où cette attitude plus revendicative à l'égard des candidats et cette volonté de peser davantage dans le débat politique.

Alors qu'Ecolo et le PTB ont pris une position « dictée par le respect des libertés individuelles », les autres partis penchent vers un respect de la neutralité. Une position qui leur vaut parfois de virulentes attaques. Une peinture socialiste reconnaît : « Depuis un mois, nos candidats nous rapportent la violence avec laquelle ils se font traiter quand ils essaient de défendre la position du parti sur ces thèmes-là (...) On ne s'attendait pas à ce que ce thème s'impose en numéro un au sein de la communauté musulmane. »

P. 8

Le port du voile, thème de campagne depuis plusieurs semaines

Dans les communes du nord de Bruxelles, les candidats sont fréquemment questionnés sur les discriminations. Et notamment l'interdiction du foulard.

VÉRONIQUE LAMQUIN

Les verts, avec le tract de Zoé Genot et Ahmed Mouhssin, auraient-ils importé le foulard et l'abattage rituel dans la campagne ? Par électoralisme communautaire malsain ? Si le tract distribué par les deux candidats mérite ce label, les thématiques évoquées n'ont en réalité pas at-

tendu les écologistes, ni aucune autre formation politique, pour s'imposer sur le terrain électoral du nord de Bruxelles.

« Le foulard est une question transversale qui touche beaucoup de monde », confirme Farida Tahar. La candidate Ecolo est l'une des seules à avoir accepté de parler ouvertement de ce qu'entendent, depuis plusieurs semaines, les candidats lorsqu'ils tractent à Laeken, Saint-Josse, Molenbeek, Schaerbeek, Anderlecht... Mais nombre de ses coreligionnaires ou adversaires politiques confirment : « Depuis un mois, un mois et demi, c'est un sujet qui revient systématiquement. » Pas pris isolément. Mais comme l'un des signes de la discrimination dont sont victimes les Belges issus de l'immigration. « Dans les quartiers, les gens veulent un emploi, un logement de qualité, une

bonne école pour leurs enfants, c'est toujours ça qui revient en premier dans les conversations », explique ce candi-

dat socialiste. « Mais après, très vite, on arrive à la discrimination », confirme cette humaniste. « En fait, ce qui s'exprime, c'est la volonté de jouer un rôle actif dans la société », complète Farida Tahar, qui porte le voile, sur ses affiches aussi. « Ce que ne peuvent pas faire des femmes voilées à qui on interdit d'aller travailler ou de s'éduquer où elles veulent », dénonce un Ecolo. « Pourquoi nous n'avons pas le droit d'aller travailler à la Stib ? Ou dans plein d'autres entreprises ? », nous avaient confié, voici quelques jours, de jeunes femmes voilées, en formation chez Molengeek. « L'autre sujet qui mobilise ces femmes, c'est le fait qu'elles ne peuvent pas s'inscrire dans les hautes écoles. Qu'on les refuse dans certaines académies de musique, de peinture. Des adultes ! », explique encore cet Ecolo.

Des arguments relayés principalement par les femmes, premières concernées – « elles sont très mobilisées », confirme une travailleuse sociale. Et re-

layés, en campagne, aux candidat(e)s. Directement sur les marchés. Mais aussi via les réseaux sociaux, qui, aux dires de tous, ont joué un rôle clé dans la mise à l'agenda. « C'est surtout la confrontation avec les partis qui est assez inédite », confirme un ténor socialiste. Le positionnement de chacun sur le port du foulard à l'école, au guichet ou encore l'abattage sans étourdissement, n'a pas dû être formulé pour les seuls besoins d'un test électoral. « On doit en effet souvent se justifier là-dessus. Enfin essayer », explique une jeune socialiste. « Ce n'est pas pour rien qu'Ecolo a fait ce tract, qui est dans les smartphones de leurs candidats depuis un certain temps », explique cette humaniste.

« Un sentiment de discrimination institutionnelle »

Si les verts et le PTB ont pris une position « dictée par le respect des libertés individuelles », les autres formations politiques penchent vers un respect (plus ou moins strict) de la neutralité. « Et du coup, on se fait trasher », constate cette socialiste. « Depuis un mois, nos candidats nous rapportent la violence avec laquelle ils se font traiter quand ils essaient de défendre la position du parti sur ces thèmes-là », constate un ténor socialiste. Qui reconnaît sans ambages : « On ne s'attendait pas à ce que ce thème s'impose en numéro un au sein de la communauté mu-

sulmane. Ni à une telle virulence. » Une attitude qu'expliquent plusieurs observateurs : « Il y a une forme de dépit à

l'égard des élus, surtout ceux issus de la diversité. Parce qu'ils n'ont pas été capables de faire bouger les lignes ces dernières années. » « Et du coup, cela a créé un sentiment de discrimination institutionnelle », appuie cet Ecolo. « On observe en effet une forte déception par rapport aux candidats issus des communautés », confirme Corinne Torrekens, professeure de sciences politiques à l'ULB. « Soit parce qu'ils n'ont pas le poids suffisant pour faire évoluer leur parti. Soit parce qu'ils n'ont considéré leur communauté que comme un réservoir électoral, qu'ils ne défendent les thèmes communautaires que pour faire avancer leur carrière. »

Cela se traduit en changement de comportements. « Les personnes issues de la diversité se sentent belges, pas citoyens de seconde zone. Si la première génération rasait les murs, la suivante n'en a pas l'intention », souligne Corinne Torrekens. « Le nombre de diplômés augmente, il y a une affirmation plus forte de la citoyenneté, de l'identité » D'où cette attitude plus revendicative à l'égard des candidats. Lesquels ont aussi évolué. « Soyons honnêtes : par le passé, certains représentants de la diversité ont été de simples attrape-

voix », avoue cette source PS. « C'est fini ça ! Aujourd'hui, il y a une nouvelle génération de candidats, souvent universitaires, qui sont bien décidés à peser, à porter certains combats. » D'où des propos parfois fluctuants par rapport à la ligne du boulevard, plus ou moins couverts par une « tolérance de campagne ». D'où, aussi, des débats internes (re)ouverts au Parti socialiste, notamment sur la question du voile. « Jusqu'aux élections, on assume notre nébulosité », explique-t-on en coulisses. A savoir : sur le voile, la justice finira par créer une jurisprudence plus tolérante sur le marché du travail et, sur l'abattage rituel, on attend la décision de la Cour européenne de Justice. Et après ? « Le débat vit déjà, on devra le mener, on ne pourra pas vivre longtemps avec notre ambiguïté. », confirme ce haut mandataire socialiste.

Faut-il y voir le signe d'un communautarisme renouvelé ? Pour certains, le risque existe de voir certains partis, notamment le PS, dribblés par des élus parfois en rupture avec la ligne. Pour d'autres, les partis doivent simplement s'adapter à la sociologie. « Certains y voient un problème d'intégration... Alors qu'en réalité, passer par la politique pour faire bouger les choses, c'est un vrai moyen d'intégration », conclut Corinne Torrekens.